



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

**Arrêté du - 8 MARS 2022
portant mise en demeure à la société GMR
de respecter les dispositions applicables à sa carrière de Blodelsheim (68)**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-8-I ;
- VU l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 autorisant la société SAUTER à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires, à sec et en eau, à Blodelsheim pour une durée de 29 ans, modifié par les arrêtés préfectoraux portant prescriptions complémentaires des 25 avril 2007 et 8 mars 2018 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 mars 2021 portant prescriptions complémentaires à la société GMR pour sa carrière de Blodelsheim, en référence au titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;
- VU la visite d'inspection du site du 10 février 2022 ;
- VU le rapport du 22 février 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;
- Considérant que lors de la visite susvisée il a été constaté que :
- les plantations sur le talus situé côté Ouest du plan d'eau n'ont pas été faites alors que l'échéance était au 1^{er} janvier 2019,
 - les aménagements de hauts fonds/roselière dans l'angle Nord-Ouest du plan d'eau et les aménagements des zones de berge graveleuse de la berge Ouest du plan d'eau n'ont pas été réalisés alors que l'échéance est dépassée (janvier 2022) ;
- Considérant que ces constats constituent des non-respects des dispositions de l'article 30-1-1 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 susvisé modifié par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2021 ;
- Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :
- « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation*

des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société GMR, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 105 rue de Bourgfelden – 68220 HEGENHEIM, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après pour l'exploitation de ses installations situées au lieu-dit « Auf dem Ensisheimerweg » 68740 BLODELSHEIM.

Article 2 : Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 30-1-1 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 modifié par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2021 susvisé :

« (...) Les aménagements sont réalisés dans le respect du phasage d'exploitation et de la libération des terrains pouvant donner lieu à la réalisation des aménagements, et a minima :

Aménagements et plantations de la banquette, du talus et de la bande de 10 m de large en pieds du talus, sur la limite Ouest de la carrière	Avant le 1 ^{er} janvier 2019
(...)	(...)
Aménagements de la zone de hauts fonds/roselière de l'angle Nord-Ouest du plan d'eau	Avant le 1 ^{er} janvier 2022
Aménagements des zones de berge graveleuse de la berge Ouest du plan d'eau	Avant le 1 ^{er} janvier 2022
(...)	(...)

(...) »

Article 3 : En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le - 8 MARS 2022

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.